



Monsieur le Directeur, Mesdames, Messieurs les membres du CSA SD,

Avant de commencer ses propos, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques souhaite, en cette rentrée, la bienvenue aux nouveaux membres de ce CSA-SD, notamment à Mesdames Benmehdi et Luangsivilay, nouvelles IEN, ainsi qu'à Monsieur Vaysse, nouveau secrétaire général. Nous espérons poursuivre collectivement un dialogue social exigeant et constructif dans le département.

Tout d'abord, la CFDT Éducation est abasourdie par le piratage massif des données de nombreux personnels et élèves survenu durant les vacances scolaires. Ce manque de sécurité discrédite une fois de plus notre ministère. Alors que les enseignants subissent au quotidien les dysfonctionnements d'applications obligatoires comme ONDE, Pronote ou les ENT, tout en devant s'adapter aux exigences du RGPD, il est inquiétant de constater à quel point notre ministère reste sous-doté sur le plan informatique. Sur le terrain, les personnels déplorent un déficit flagrant d'accompagnement et de formation à l'utilisation de ces outils.

Au niveau national, nous regrettons la gestion de l'interdiction des téléphones portables dans les lycées. La communication a été extrêmement tardive, non anticipée et mal préparée, à l'image des dernières réformes imposées à l'École. Sans réel bilan de l'interdiction au collège et sans moyens concrets accordés aux équipes, cette mesure risque surtout de générer des stratégies de contournement de la part des élèves. Que d'énergie et de temps perdus !

Les résultats de l'enquête PISA viennent également de tomber : ils nous interpellent et renforcent notre inquiétude face aux orientations éducatives actuelles. Le constat est sans appel : recul en lecture et en mathématiques, poids toujours déterminant de l'origine sociale et fragilisation des conditions d'apprentissage. Pour la CFDT, ces résultats mettent en cause un pilotage centralisé, excessivement prescriptif et fondé sur l'accumulation de réformes sans confiance accordée aux professionnels. L'instauration d'évaluations nationales standardisées ne saurait tenir lieu de politique éducative : mesurer ne fait progresser que si les résultats débouchent sur des réponses pédagogiques, du soutien et des moyens humains.

Or, les moyens restent nettement insuffisants sur le terrain. En l'absence de coordonnateurs PIAL, la charge de l'organisation des emplois du temps des AESH repose sur les directeurs d'école. Lorsque ces personnels sont répartis sur plusieurs sites, cela relève du parcours du combattant et alourdit encore le travail des directions, déjà saturées par les bugs informatiques de rentrée.

Les AESH, quant à elles, restent très malmenées : multiplication du nombre d'élèves accompagnés, dispersions sur plusieurs écoles et démissions non compensées par des recrutements. Dans certains PIAL ou PAS, les affectations trop tardives accentuent les départs, fragilisant gravement l'avenir de l'école inclusive. Par ailleurs, le cadrage renforcé du recrutement des services civiques engendre une lourdeur administrative supplémentaire pour les équipes, au point que certaines écoles renoncent aujourd'hui à les accueillir.

Cette rentrée se distingue également par la suppression, dans plusieurs communes, du financement des heures d'étude et d'accompagnement du travail personnel. Bien au-delà de la question des devoirs, ces créneaux offraient un cadre structuré et indispensable aux élèves — en particulier pour les familles allophones ou éloignées du système scolaire — pour consolider leurs apprentissages et revoir leurs leçons. Abandonner ces services frappe de plein fouet les populations les plus fragiles et aggrave les inégalités sociales et territoriales.

Enfin, cette rentrée sera placée sous le signe de la mobilisation du 29 septembre. La CFDT, aux côtés de l'intersyndicale, dénonce des annonces gouvernementales très insuffisantes concernant le pouvoir d'achat. Nous demandons une revalorisation générale du point d'indice et son indexation sur l'inflation. La reconnaissance des missions des personnels de l'Éducation nationale passe avant tout par une rémunération juste, à la hauteur de leurs engagements.

Merci pour votre écoute